



NATIONS UNIES  
BURUNDI



**Transformer  
les défis en  
opportunités :  
agir ensemble**

Burundi  
**2025**  
Rapport Annuel  
Des Résultats





Photo : ©UNRCO/ Jesse Kelly INKURIZE



Photo : ©UNRCO/ Jesse Kelly INKURIZE

# TABLE DES MATIERES

- Avant-propos de la Coordinatrice Résidente.....2
- Équipe de pays des Nations Unies.....3
- Nos Principaux partenaires au développement.....3
- Le Burundi en image et en chiffres.....4
- Chapitre 1 : Principaux axes de développement aux niveaux national et régional .....5
- Chapitre 2 : Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales..... 8
  - 2.1 Analyse des résultats du plan-cadre de coopération..... 9
  - 2.2 Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération..... 10
  - 2.3 Appui aux partenariats et financement du Programme 2030..... 25
  - 2.4 Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies..... 26
  - 2.5. Aperçu Financier..... 29
  - 2.6. Mobilisation des ressources et qualité des financements..... 31
- CHAPITRE 3 : Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2026..... 32
- Acronymes..... 34

## AVANT-PROPOS DE LA COORDONNATRICE RESIDENTE

Nous sommes ravis de vous présenter le Rapport annuel 2025 des résultats 2025 de l'ONU au Burundi. Il s'agit du troisième rapport de mise en œuvre du Cadre de coopération au développement durable des Nations Unies (UNSDCF) 2023-2027 aligné sur la Vision Nationale 2024/2060 et le Plan National de Développement (PND).

Au cours de l'année 2025, nous avons fortement collaboré avec le Gouvernement, les partenaires au développement, les universités, les organisations de jeunesse, de femmes et des personnes vivant avec handicap, le secteur privé, les communautés et les médias dans un contexte national en pleine évolution. Sur le plan politique, la tenue des élections législatives et locales apaisées a posé le soubassement pour l'effectivité de la nouvelle réorganisation administrative qui vise une décentralisation accrue, un renforcement de la planification locale et un plus grand rapprochement des services publics des populations.

Sur le plan économique, le Gouvernement a poursuivi des réformes visant à renforcer la stabilité macroéconomique, améliorer la gouvernance économique et moderniser le climat des affaires, en cohérence avec la vision de transformation à long terme du pays.

Malgré ces avancées, les vulnérabilités économiques et sociales, les pressions inflationnistes, ainsi que les effets du changement climatique continuent d'affecter les conditions de vie des populations tandis que le contexte international reste caractérisé notamment par des contraintes de financement, et les dynamiques régionales assez complexes.

En 2025, l'Équipe pays des Nations Unies a engagé une réflexion stratégique sur son positionnement et la pertinence de son appui au Gouvernement, en mettant l'accent sur la transformation des défis en véritables leviers d'action et de changement, portée par un narratif valorisant les potentialités et les atouts du pays.

Dans cette dynamique, elle a notamment appuyé l'élaboration des monographies de l'ensemble des nouvelles provinces, afin de mieux cerner les défis spécifiques tout en mettant en lumière les opportunités de développement.

Nous avons également démarré des séries de dialogues stratégiques « whole of society » sur des thématiques pertinentes pour le pays. Par ailleurs, la célébration du quatre-vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies a constitué une opportunité privilégiée de dialogue avec la jeunesse, permettant d'aligner davantage ses interventions sur ses aspirations et de tirer pleinement parti du dividende démographique.

Les résultats présentés dans ce rapport témoignent de ce que nous avons accompli collectivement en 2025, pour permettre aux populations de bénéficier d'un meilleur accès aux services essentiels, tandis que des initiatives ont été mises en œuvre dans les domaines des droits humains, des énergies renouvelables, de l'adaptation climatique, de l'éducation, de la santé, de l'eau et assainissement, des systèmes alimentaires, de la digitalisation, la protection sociale, de la justice, de l'inclusion financière, l'autonomisation des femmes, la consolidation de la paix, et des solutions durables.

Des avancées importantes ont été réalisées dans la production de données et dans l'accompagnement soutenu aux politiques publiques.

Une attention a également été portée sur l'accompagnement du Gouvernement dans la mobilisation des financements innovants et des ressources domestiques.

Aux côtés du Gouvernement et de l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux, nous avons également répondu aux besoins urgents des réfugiés congolais, des Burundais retournés de Tanzanie, et des personnes déplacées internes avec un effort d'intégration des approches nexus humanitaire-développement-paix.

Ce rapport reflète les progrès réalisés, mais aussi des leçons tirées ainsi que nos priorités de 2026. Il illustre notre volonté collective à appuyer le Burundi dans sa trajectoire de résilience et de transformation positive. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement du Burundi pour son leadership et l'excellente coopération, ainsi qu'à tous nos partenaires pour leur engagement constant !

*Violet Kenyana Kakyomya*

Coordonnatrice Résidente UN



# 19

AGENCES, FONDS ET PROGRAMMES, DONT 7 ENTITÉS NON-RÉSIDENTES

PRINCIPAUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT



Food and Agriculture Organization of the United Nations



Investing in rural people



UN MIGRATION



OCHA



UNAIDS



UNDP



UNFPA



unesco



UNHCR The UN Refugee Agency



unicef pour chaque enfant



INTERNATIONAL MONETARY FUND



THE WORLD BANK



UN environment programme



UNIDO



UN WOMEN



World Food Programme



World Health Organization



ITU



International Labour Organization



UNCDF



UN HABITAT FOR A BETTER URBAN FUTURE



UNITED NATIONS HUMAN RIGHTS OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER



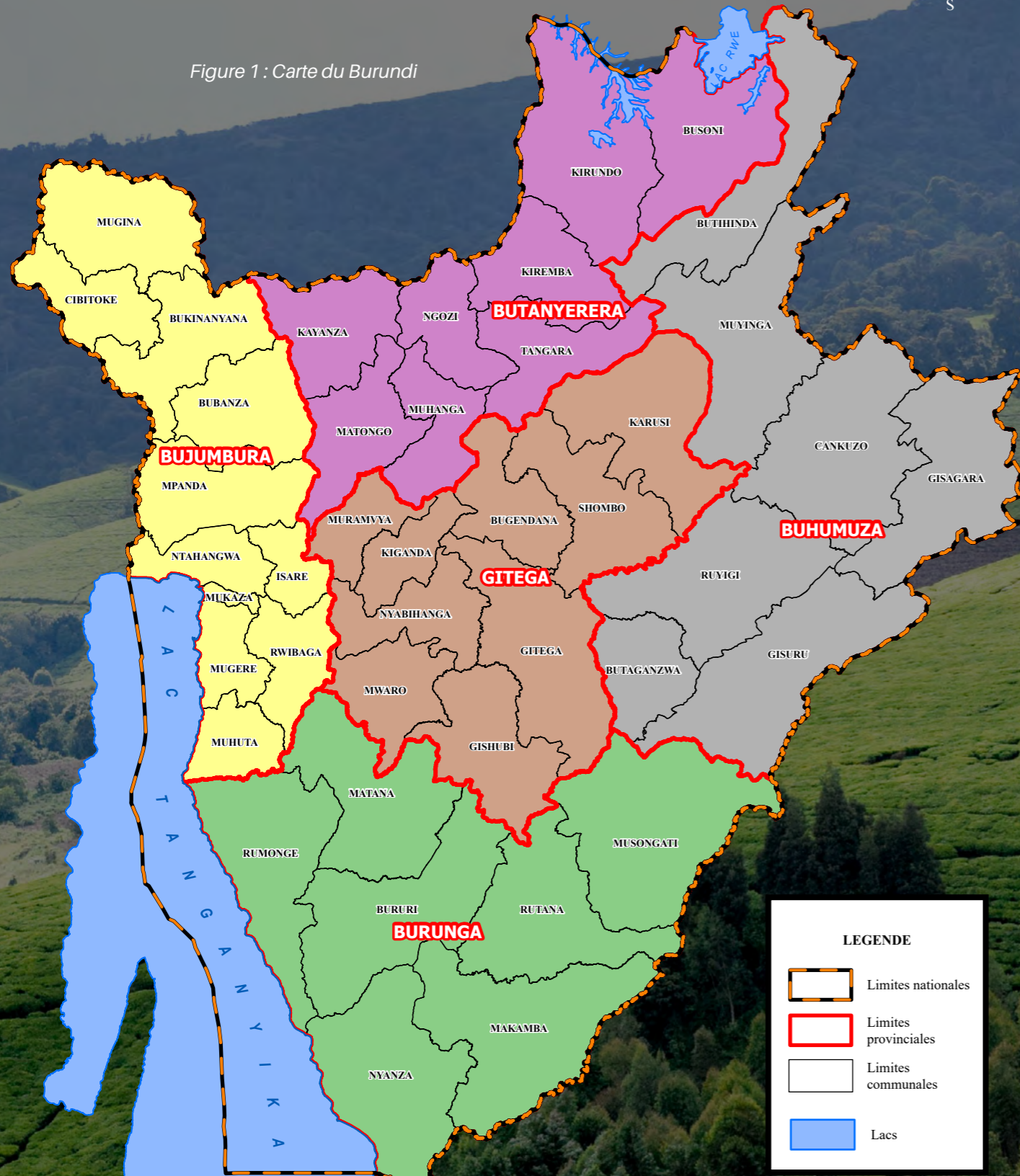
UNOPS



Photo : ©UNFPA/ Alec Junior Rumbete

# LE BURUNDI EN IMAGE ET EN CHIFFRES

Figure 1 : Carte du Burundi



**LEGENDE**

- Limites nationales
- Limites provinciales
- Limites communales
- Lacs

Source: BURUNDI-RGPHAE-2024  
 Réalisée en: Décembre 2024  
 Echelle Numérique: **1:1 000 000**  
 Echelle Graphique: 0 9 18 27 36 KMs

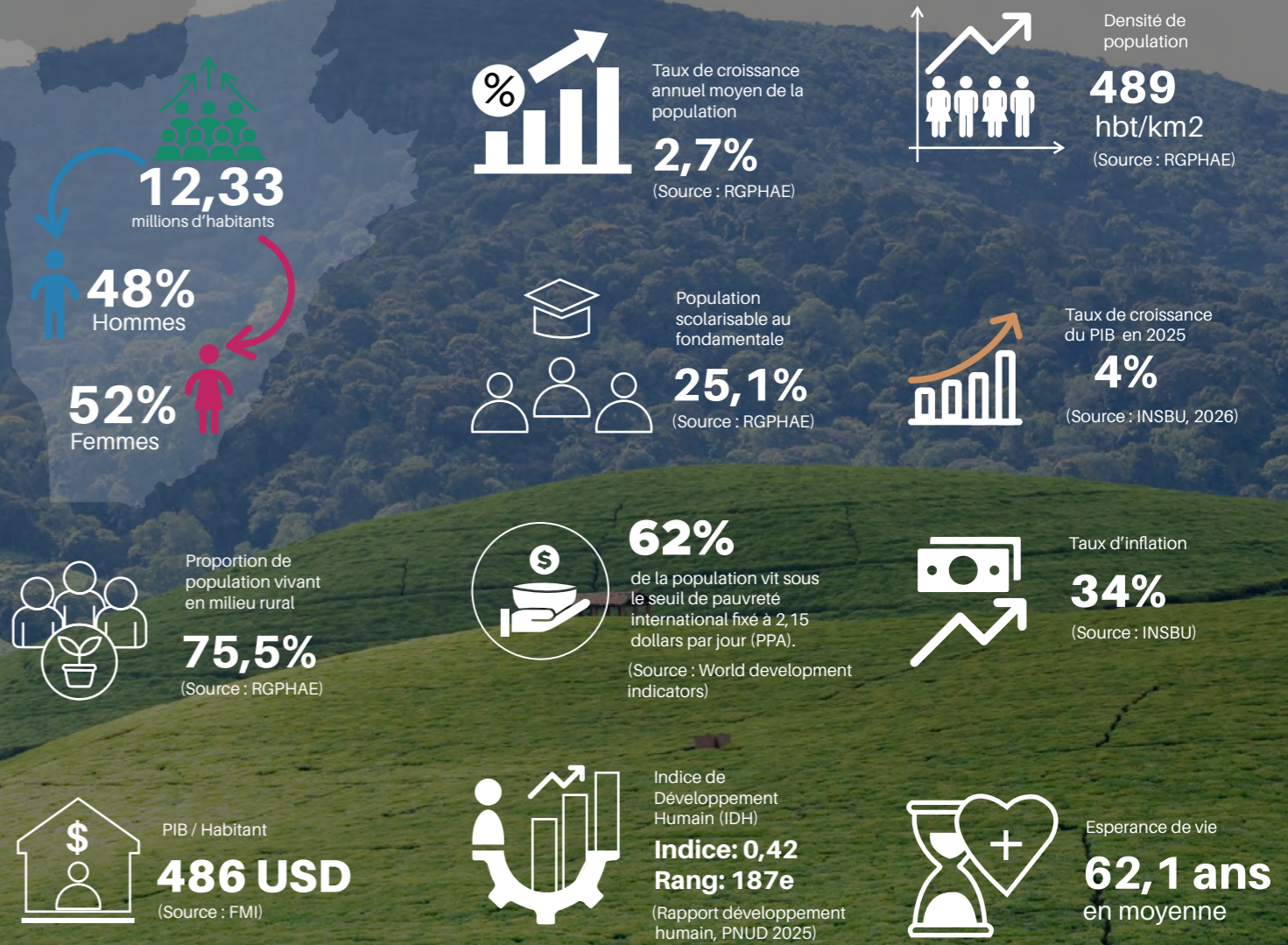
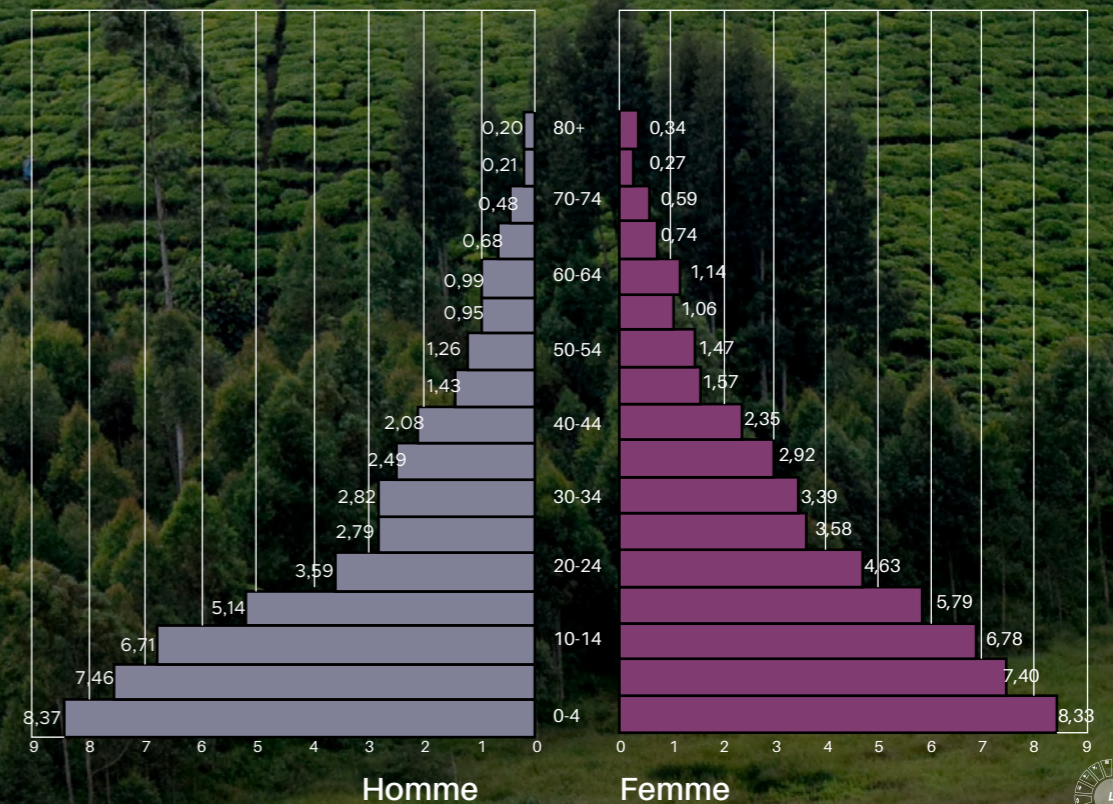


Figure 2 : Pyramide des âges de la population du Burundi -2024 (% de la population totale)





# CHAPITRE 1 :

## PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL

Le Burundi, pays enclavé d'Afrique de l'Est, compte environ 12,33 millions d'habitants. Avec une densité élevée de 480 habitants/km<sup>2</sup> et un âge médian d'environ 16 ans, la croissance démographique constitue à la fois un défi en matière d'emplois, de services sociaux et d'accès aux terres, et une véritable opportunité grâce à un important capital humain.

Majoritairement rurale (plus de 85 %), la population exerce une pression sur les ressources agricoles et naturelles, soulignant l'importance de la modernisation agricole et de la diversification économique pour un développement durable et inclusif.

**Sur le plan macroéconomique, le Burundi connaît une reprise modérée de la croissance, la croissance est estimée autour de 3 % en 2025, portée principalement par l'agriculture, le commerce et quelques investissements publics.** Cette performance demeure insuffisante pour absorber la pression démographique soutenue. Le PIB nominal avoisine 7 milliards USD, mais le revenu par habitant reste faible, autour de 480 à 500 USD, traduisant une productivité limitée et plaçant le Burundi parmi les économies les plus pauvres du continent.

Le cadre macroéconomique demeure fragile : l'inflation, supérieure à 20 % en 2024, bien qu'en légère décélération en 2025, continue de peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

Les finances publiques sont marquées par une faible mobilisation des recettes fiscales et une dépendance persistante à l'aide extérieure. La dette publique avoisine 70 % du PIB, avec un service de la dette absorbant une part importante des recettes budgétaires. Par ailleurs, l'existence d'un marché parallèle des devises fragilise la valeur réelle de l'aide internationale et alimentent les tensions inflationnistes.

La balance commerciale reste déficitaire, en raison d'exportations concentrées sur le café, le thé et l'or, et d'une forte dépendance aux importations. La rareté des devises, la faible diversification et la vulnérabilité aux chocs externes compromettent la stabilité et la croissance inclusive.



Photo : ©UNFPA/ Merveilleux Mulemera Mugozi

Dans ce contexte, le Gouvernement a engagé au cours de l'année 2025, une stratégie ambitieuse de réformes macroéconomiques, visant à consolider la stabilisation macroéconomique et améliorer la gestion des finances publiques et créer les conditions d'une croissance plus résiliente, inclusive et durable.

**Sur le plan social, des progrès ont été enregistrés dans l'accès aux services sociaux de base.**

L'espérance de vie à la naissance est estimée à environ **61,2 ans**, en légère amélioration par rapport aux années précédentes. Des politiques publiques ont également été mises en œuvre pour renforcer la protection sociale et améliorer l'accès aux soins de santé pour certaines catégories vulnérables (Banque mondiale).

Cependant, les défis sociaux demeurent majeurs. Environ **62 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté internationale (2,15 USD par jour)**. Les enfants au Burundi continuent de faire face à de multiples privations et les progrès dans la réduction de la mortalité néonatale et infantile restent lents.

**La sécurité alimentaire** reste un défi et la malnutrition, notamment le **retard de croissance** chez les enfants de moins de 5 ans, reste à des niveaux très élevés. **L'accès à l'eau potable** gérée en toute sécurité reste faible et plus de la moitié des ménages (55 %) ne disposent pas de latrines améliorées non partagées. Le pays continue également de faire face à des **épidémies** de rougeole, cholera et Mpox.

Bien que la **scolarisation** préscolaire ait doublé au cours des cinq dernières années, seul environ un enfant sur cinq fréquente l'enseignement préscolaire.

Dans l'enseignement de base, le taux net de scolarisation stagne en deçà des objectifs. Seule environ la moitié des élèves achève les trois dernières années de l'enseignement de base (7e à 9e année), en raison des redoublements et des abandons scolaires. La majorité des enfants subissent une forme de **violence**. **Le taux d'enregistrement des naissances** chez les enfants de moins de cinq ans atteint 83 %, l'un des plus élevés en Afrique, mais l'accès aux populations les plus éloignées et vulnérables demeure un défi.

**Les adolescents et les jeunes** ont un accès limité à des services de santé adaptés à leurs besoins, y compris le soutien psychosocial, et les opportunités d'éducation, de développement des compétences et d'emploi décent restent rares.

**Les personnes en situation de handicap** continuent de faire face à la stigmatisation et à des barrières structurelles dans tous les aspects de la vie.

Les enjeux environnementaux constituent un frein structurel au développement. La pression démographique sur des terres agricoles limitées entraîne **une déforestation accélérée, une érosion des sols et une baisse de la productivité agricole.**

Dans ce contexte, **la situation humanitaire** demeure critique, avec entre 1,7 et 2 millions de personnes nécessitant chaque année une assistance en raison de l'insécurité alimentaire, des chocs climatiques récurrents, de la pauvreté chronique et des déplacements de population.

Par ailleurs, **les dynamiques régionales** aggravent la pression sur le pays : les retours de réfugiés burundais et l'accueil de réfugiés congolais sollicitent fortement les services sociaux, les terres et les moyens de subsistance des commu-

Aussi, **l'intégration économique** au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est reste limitée, freinée par des infrastructures transfrontalières insuffisantes et une faible compétitivité.

**Sur le plan de la gouvernance, le Gouvernement du Burundi a engagé une réforme territoriale majeure visant à rationaliser l'administration locale et renforcer la décentralisation.**

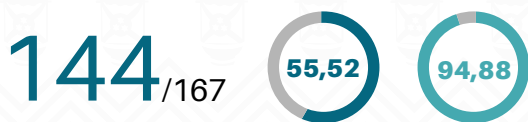
Cette réorganisation s'est traduite par une réduction et une restructuration des provinces et communes, avec pour objectif de rapprocher l'administration des citoyens, réduire les coûts de fonctionnement et améliorer la coordination de l'action publique.

Toutefois, sa mise en œuvre soulève des défis importants : capacités institutionnelles limitées, ressources financières insuffisantes et mécanismes de transfert de compétences encore fragiles.

Parallèlement, la situation des **droits de l'homme** au Burundi en 2025 connaît certaines évolutions positives, notamment en matière de renforcement de l'accès à la justice et de promotion de l'égalité.

Toutefois, elle reste caractérisée par des défis persistants, en particulier en ce qui concerne les libertés fondamentales, la protection des défenseurs des droits humains et la consolidation de

Figure N°3 : Situation des ODD au Burundi 2025



Tableaux de bord :



Tendance :



Source : <https://dashboards.sdgindex.org/profiles/burundi>



## CHAPITRE 2 :

### APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES

## 2.11 Analyse des résultats du plan-cadre de coopération

À la lumière des priorités et des constats, le Système des Nations Unies, le Gouvernement du Burundi et les autres parties prenantes ont identifié trois (3) priorités stratégiques pour le Plan-cadre de Coopération pour le Développement Durable entre le Gouvernement du Burundi et le Système des Nations Unies pour la période 2023-2027.



Transformation structurelle de l'économie et amélioration de la gouvernance pour une croissance inclusive



Capital humain adéquat disponible et capitalisation du dividende démographique



Gestion durable de l'environnement et résilience renforcée aux impacts du changement climatique et aux autres chocs

Les priorités du Plan-Cadre de Coopération 2023-2027, structurées autour de cinq (5) résultats stratégiques, orientent l'action de l'Équipe pays des Nations Unies et visent l'objectif global de contribuer à « une société burundaise plus prospère, inclusive et résiliente d'ici 2027 ».

En 2025, grâce à un partenariat étroit avec les ministères clés et sous le leadership stratégique du gouvernement burundais, l'Équipe pays a démontré une performance globalement positive, en alignant ses interventions sur les priorités nationales et les Objectifs de développement durable.

Dans le domaine des **systèmes alimentaires durables et inclusifs**, les actions conjointes avec les autorités nationales ont permis de réduire la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, d'améliorer l'accès des ménages à une alimentation diversifiée et nutritive, de renforcer l'autosuffisance alimentaire et de soutenir l'inclusion économique des hommes et des femmes actifs dans les filières agro-sylvo-pastorales, notamment par l'accès aux financements.



Photo : ©WFP/ Arete/Frederick Lernerdy

En matière de **gouvernance et d'économie inclusive**, les interventions ont été menées en étroite collaboration avec les ministères concernés pour améliorer la chaîne pénale, accompagner la décentralisation, renforcer la planification institutionnelle et locale, mobiliser les financements et promouvoir la participation citoyenne. Ces actions ont également soutenu la croissance économique, renforcé l'accès aux services administratifs, accru la représentation des femmes et des jeunes dans les instances de décision publique et consolidé l'accès à la justice, tout en promouvant l'égalité et les droits des groupes vulnérables et des peuples autochtones, notamment les Batwas.

Pour le secteur de la **protection sociale et du dividende démographique**, l'Équipe pays a accompagné le gouvernement dans la mise en place de dispositifs adaptés aux populations vulnérables, tout en engageant activement la jeunesse dans le dialogue et la définition des priorités. Ces interventions ont contribué à améliorer l'accès aux programmes de transferts monétaires pilotés par l'État et à élargir la couverture de l'assurance maladie. Le plaidoyer conjoint en faveur de l'allocation de ressources budgétaires dédiées à la protection sociale a renforcé la résilience et l'inclusion des populations les plus défavorisées.

Dans le domaine des **services sociaux de base**, les efforts coordonnés avec les ministères en charge de la Santé, de l'Éducation et de l'Eau ont amélioré l'accès à l'éducation, à la santé et à l'eau potable, consolidant les acquis en développement humain. Ils ont contribué à accroître le nombre d'enfants de 0 à 5 ans enregistrés à l'état civil, à réduire la mortalité infanto-juvénile, à augmenter le taux d'achèvement scolaire et à garantir l'accès à une eau potable, y compris en situations d'urgence. Un accent particulier a été mis sur la vaccination de routine et la continuité des traitements pour les personnes vivant avec le VIH.

Enfin, dans le domaine de **l'environnement et de la gestion des risques de catastrophes**, l'appui fourni aux autorités nationales a renforcé la prévention et la résilience face aux risques, tout en promouvant les énergies renouvelables et la gestion durable des ressources naturelles. Ces efforts ont consolidé la durabilité des actions du pays et démontrent la capacité du Système des Nations Unies à mettre en œuvre une approche intégrée et cohérente, pleinement alignée sur les priorités nationales, tout en renforçant la résilience écologique et climatique du Burundi.



# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

Systèmes alimentaires inclusifs et durables



RESSOURCES ESTIMÉES  
**110.2 MILLIONS USD**

RESSOURCES MOBILISÉES  
**74.5 MILLIONS USD**

RESSOURCES DÉPENSÉES  
**28.6 MILLIONS USD**

Agences participantes



## QUELQUES REALISATIONS CLÉS



Appui institutionnel/Politiques et stratégies/Coordination

- ✓ Élaboration de 2 stratégies majeures :  
Stratégie de fortification de la farine et  
Stratégie nationale de nutrition  
2025-2030
- ✓ Organisation d'un dialogue de haut  
niveau sur la nutrition avec un engage-  
ment politique manifeste
- ✓ Coordination de programmes multisecto-  
riels (SEP/PMSAN, PPSAN, PCSAN)
- ✓ Suivi du PNIA 2025-2029
- ✓ Mise en œuvre du GSADR dans le cadre  
des synergies climat-nutrition renforcées
- ✓ Création de l'Agence de transformation  
agricole

## Appui aux bénéficiaires



### Renforcement des capacités et autonomisation économique

**1167 CEP et OP**

des CEP et OP formées à l'élaboration de plans d'affaires bancables, à la gestion financière et à l'accès au financement climatique

**1177 personnes**

dont 986 femmes formées au Leadership et aux techniques agricoles sensibles au genre et au climat.



### Accès au financement et soutien aux initiatives productives

**579 308 360 BIF**

accordés à 4 242 bénéficiaires (87 % femmes) via 4 institutions de microfinance.

**773 227 000 BIF**

(262 467 USD) de crédits agricoles et agro-industriels octroyés à 3 269 bénéficiaires (60 % femmes).

**221 plans d'affaires**

validés pour 4 324 jeunes et femmes, et financement de 8 coopératives + 10 ayant recyclé leur crédit.

**1,67 million USD**

injectés via les transferts monétaires pour 3 266 ménages

**8,51 millions USD**

générés grâce aux ventes des petits producteurs



### Développement de structures collectives et AGR :

**154 groupements,**

coopératives et OP mis en place (~4 228 membres); 180 groupements appuyés techniquement et financièrement (~4 500 membres).

**2 057 membres**

de CEP/OP (1 676 femmes) accompagnés pour développer des initiatives agricoles finançables et climato-sensibles.

**+ de 1500 groupes**

AVEC encadrés dans des Activités Génératrices de Revenus (AGR)

**32 730 ménages**

renforcés de l'accès aux œufs et autres aliments nutritifs à travers la mise en place de fermes communautaires et de petites unités avicoles pour améliorer la sécurité alimentaire, diversifier les régimes alimentaires des enfants,

## Histoire d'Impact

“

**Cette farine enrichie est devenue une habitude dans notre famille. Nous la consommons chaque jour et je vois une grande différence chez les enfants.**

Niyoyunguruza Médiatrice



Des communautés produisent leurs propres farines enrichies pour lutter durablement contre la malnutrition.

Dans de nombreux villages du Burundi, les repas manquaient de nutriments essentiels. Les enfants grandissaient avec des carences invisibles, mais lourdes de conséquences pour leur santé et leur développement.

Le Programme alimentaire mondial a équipé et formé plusieurs unités communautaires pour produire localement des farines fortifiées.

Dans ces communautés, les familles accèdent désormais à des farines enrichies adaptées à leurs besoins nutritionnels.

Niyoyunguruza Médiatrice, agente de santé communautaire, voit le changement chaque jour dans son village. « Cette farine enrichie est devenue une habitude dans notre famille. Nous la consommons chaque jour et je vois une grande différence chez les enfants. »

Cette approche renforce la nutrition tout en développant les capacités locales de transformation, contribuant aux objectifs nationaux de lutte contre la malnutrition. Elle ouvre la voie à des solutions durables, portées par les communautés elles-mêmes.



# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

Gouvernance et économie inclusive


RESSOURCES ESTIMÉES  
**67.4 MILLIONS USD**

RESSOURCES MOBILISÉES  
**27.2 MILLIONS USD**

RESSOURCES DÉPENSÉES  
**16.1 MILLIONS USD**

Agences participantes



## QUELQUES REALISATIONS CLÉS



### Appui institutionnel/Politiques et stratégies/Coordination



La politique nationale de l'emploi et de la diaspora, visant à stimuler l'emploi et à mieux intégrer la diaspora dans le développement national.



La Stratégie Nationale de lutte contre la corruption, pour renforcer la transparence et la bonne gouvernance.



La mise en application de la loi sur la protection des droits des personnes en situation de handicap, dans les domaines de la santé, l'éducation et l'emploi.



La Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) et d'Éducation Financière (SEF), pour favoriser l'accès aux services financiers pour tous.



L'élaboration et validation du Guide National de la Planification Locale, afin d'améliorer la planification et la budgétisation au niveau communal.

## Appui aux bénéficiaires



### Accès aux droits civils et à la justice

**10 917**

certificats fonciers attribués

**665 334**

documents d'état civil délivrés

**5 871 personnes**

personnes ont accédé à la justice grâce aux actions combinées du ministère de la Justice et des institutions partenaires.



### Protection sociale et nutrition

**786 000 enfants**

enfants ont bénéficié de repas nutritifs à l'école, avec introduction de bouillies enrichies et produits locaux innovants dans 138 écoles, favorisant la sécurité alimentaire et le développement des enfants.



### Promotion de l'emploi et entrepreneuriat

**+ de 13,380 jeunes et femmes**

capacités et 2 792 jeunes incubés via 7 incubateurs, 10 ONG et un accélérateur, avec un appui à 8 783 femmes pour l'entrepreneuriat innovant et l'autonomisation économique.



### Diversification économique et création de revenus

**1,230 plans d'affaires**

plans d'affaires simplifiés élaborés et 40 chaînes de valeur développées dans 22 filières, 58 plans d'affaires financés par la BIDF/BIJE soutenant l'auto-emploi et le renforcement de l'économie locale.



### Soutien aux ménages vulnérables

**1405 jeunes**

ménages déplacés internes et transferts monétaires pour 101 000 bénéficiaires, renforçant la résilience face aux crises et aux catastrophes.

## Histoire d'Impact

“

**J'ai réalisé que le codage n'était pas qu'une suite de chiffres, mais un langage puissant pour résoudre les défis de ma communauté.**

Ange Brunella IYOKWIZERA



Photo : ©UNWOMEN/ En créant l'application FarmConnect, Ange Brunella Iyokwizera met la technologie au service des agriculteurs locaux au Burundi, en lien avec l'ODD 2

## De Bujumbura à l'Union Africaine : le parcours d'une Go-Gal Innovator

Étudiante en statistiques au Burundi, Ange Brunella IYOKWIZERA, a indiqué que : « Mon destin a basculé lorsque j'ai intégré l'initiative African Girls Can Code financé par le Royaume de Belgique à travers ONU Femmes. »

En m'appropriant les bases de la programmation, de la robotique et de l'intelligence artificielle, j'ai réalisé que le codage n'était pas qu'une suite de chiffres, mais un langage puissant pour résoudre les défis de ma communauté. Forte de cette conviction, j'ai conçu FarmConnect, une solution technologique dédiée aux agriculteurs locaux pour lutter contre la faim (ODD2).

Ce parcours d'innovation m'a menée jusqu'à l'Union africaine, où j'ai eu l'immense honneur de recevoir le prix Top AU Go-Gal Innovator. Aujourd'hui, mon ambition dépasse ma propre réussite : à travers l'initiative AU GO-GAL, je m'engage à transformer la passion des jeunes filles en compétences concrètes.

Mon histoire est la preuve qu'en maîtrisant les STIM, nous ne sommes plus de simples spectatrices du monde numérique, mais les véritables architectes



# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3

Protection sociale et dividende démographique



RESSOURCES ESTIMÉES  
**10.9 MILLIONS USD**

RESSOURCES MOBILISÉES  
**7.6 MILLIONS USD**

RESSOURCES DÉPENSÉES  
**7.2 MILLIONS USD**

### Agences participantes



## QUELQUES REALISATIONS CLÉS



### Appui institutionnel/Politiques et stratégies/Coordination

- ✓ Politique nationale des droits de l'homme intégrant le genre,
- ✓ Politique nationale genre 2026-2040,
- ✓ Plan de réintégration socio-économique des Batwa, le développement du Registre Social Unique
- ✓ Prolongation du programme Merankabandi jusqu'en 2029 de la Banque Mondiale
- ✓ Etude anthropologique sur les croyances et pratiques traditionnelles qui entravent l'entrepreneuriat inclusif et la transformation économique, pour favoriser l'entrepreneuriat des femmes.
- ✓ Elaboration d'une feuille de route pour l'extension de la protection sociale contributive aux travailleurs du secteur informel.

## Appui aux bénéficiaires



Services spécialisés et appui aux populations vulnérables

**411 593 personnes**

ont bénéficié des transferts inconditionnels

**14 180 personnes**

accompagnées dans des groupes de solidarité, avec près de 3 000 nouveaux membres enrôlés.

**33 861 personnes**

ont été engagées dans des mécanismes d'inclusion financière



Égalité de genre et autonomisation économique

**4065 femmes,**

filles et bébés dotées de kits de dignité

**6000 certificats**

fonciers ont été délivrés

**1410 femmes**

survivantes et à risque de VBG ont bénéficié d'un appui financier et d'un encadrement technique

**3123 ménages réfugiés**

réfugiés soutenus par des capitaux de démarrage pour générer des revenus

**2020 personnes**

formées à l'entrepreneuriat pour renforcer leur autonomie économique

**1 600 jeunes**

(dont 50,5 % de filles et 100 coachs) ont eu leurs capacités entrepreneuriales renforcées via l'approche « Zéro Capital Extérieur » intégrant les valeurs humaines, la SSR et la cohésion sociale



Protection contre les abus et la traite

**32000 personnes**

sensibilisées à la prévention des violences basées sur le genre et de la traite

**15000 survivants**

survivants accompagnés avec un soutien psychosocial, juridique et sanitaire

**120 relais communautaires**

ont été mis en place et encadrés au niveau des camps des réfugiés et des sites de déplacés ce qui a permis de renforcer les mécanismes de prévention et de réponse aux VBG et à l'exploitation et aux abus sexuels

## Histoire d'Impact

“

La formation EZC m'a aidée à prendre conscience de mes capacités à contribuer aux revenus familiaux sans dépendre financièrement de mon partenaire.

Mpawenayo Triphonie



Photo : ©UNFPA/ Don Amiel CUBAHIRO

## Femmes entrepreneures au Burundi : briser les normes, bâtir l'avenir

Avant, beaucoup de femmes entrepreneures au Burundi se heurtaient à des normes sociales qui limitaient leur autonomie. Le manque de capital et la dépendance financière rendaient difficile leur participation active au développement économique et social.

Puis un tournant est arrivé. Avec l'appui d'une formation sur l'entrepreneuriat avec zéro capital, organisée par UNFPA et le Fonds des femmes pour la paix et l'action humanitaire, des participantes ont appris à relier genre et entrepreneuriat. Les modules ont montré que l'entrepreneuriat commence par l'identification des besoins réels de la communauté et non uniquement par la recherche de financement.

Mpawenayo Triphonie raconte: « Cette formation m'a aidée à prendre conscience de mes capacités à contribuer aux revenus familiaux sans dépendre financièrement de mon partenaire. » Elle sensibilise désormais les femmes de sa communauté sur le dialogue et la solidarité pour prévenir les violences basées sur le genre.

La preuve est tangible: des femmes formées conçoivent des projets adaptés aux défis locaux, tout en renforçant la cohésion familiale et communautaire. Ce pas en avant ouvre la voie à une nouvelle génération de femmes entrepreneures capables de transformer leurs communautés.



# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

Services Sociaux de Base


RESSOURCES ESTIMÉES  
**200.9 MILLIONS USD**

RESSOURCES MOBILISÉES  
**172.1 MILLIONS USD**

RESSOURCES DÉPENSÉES  
**95.4 MILLIONS USD**

Agences participantes



## QUELQUES REALISATIONS CLÉS



### Appui institutionnel/Politiques et stratégies/Coordination

- Élaboration et mise à jour des stratégies nationales en santé communautaire et en santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents ainsi que des cadres normatifs des soins obstétricaux et néonataux d'urgence, pour améliorer l'accès et la qualité des soins.
- Élaboration du Plan stratégique de nutrition 2025-2030, structurant la réponse nationale contre la malnutrition.
- Développement de la stratégie de financement durable de l'alimentation scolaire, visant la couverture universelle et la pérennisation des programmes.
- Adoption d'une loi sur l'organisation des services publics d'eau potable et d'assainissement pour davantage d'efficacité, de redevabilité et de durabilité dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement.
- Élaboration et validation de la Stratégie nationale d'engagement communautaire, renforçant les bases d'une action communautaire coordonnée et efficace à l'échelle nationale



## Appui aux bénéficiaires

### Santé et nutrition

#### 10 hôpitaux additionnel

ont bénéficié d'une mise en service d'unités de production d'oxygène

#### 4,6 millions de personnes

traitées contre le paludisme ; vaccin antipaludique déployé dans 25 districts

#### Digitalisation de la chaîne

du froid et déploiement de l'outil eLMIS MEDEXIS à l'échelle nationale

#### 5 établissements

de santé alimentés en énergie solaire (Projet Smart Facilities for Health).

#### 40 000 personnes

sont devenues de nouveaux utilisateurs de méthodes modernes de contraception

#### 506 217 jeunes

ont accédé à des services de santé sexuelle et reproductive

#### 114 femmes

opérées de fistules obstétricales (80 % de guérison)

#### 2,4 millions d'enfants

dépistés pour la malnutrition aigüe

#### 407 470 enfants

ont bénéficié de stimulation précoce à travers 879 espaces équipés

#### 47 500 enfants

sévèrement malnutris et xx enfant modérément malnutris ont été prise en charge



### Education

#### 258 salles de classe

ont été construites/réhabilitées

#### 321 300 kits scolaires

ont été distribués

#### 880 000 enfants

ont bénéficié de repas scolaires améliorant nutrition et assiduité

#### 25 écoles équipées

avec les LEGO Braille Bricks

#### 394 enfants malvoyants

(+270 % par rapport à 2024) ont augmenté dans les écoles ciblées



### Eau, assainissement et hygiène

#### 147 659 personnes

ont accédé à l'eau potable grâce à des systèmes d'adduction durables

#### 554 780 personnes

ont bénéficié de services d'assainissement de base

#### 222 082 personnes

vivant dans 184 communautés ont mis fin à la défécation à l'air libre

#### + de 1 million

de personnes touchées par la promotion de l'hygiène, dont 107 126 écoliers



### Protection et droits

#### 178 965 enfants

dont (50 % de filles) ont été enregistrés grâce à l'interopérabilité entre les systèmes de santé et d'état civil étendue de 52 à 123 centres de santé (7 % des formations sanitaires à l'échelle nationale)

#### 2 221 enfants,

dont 1 214 survivants de violences, ont accédé à des services multisectoriels de protection.

#### 165 enfants

en conflits avec la loi, dont 29 filles ont été réintégrés socio-économiquement



### Changement social et comportemental

#### 2 600 acteurs communautaires

ont été formés comme agents de changement pour promouvoir des normes et pratiques positives, atteignant directement plus de 700 000 personnes

## Histoire d'Impact

“

« Ils ont pensé aux plus pauvres, les plus menacés par cette maladie. Cette moustiquaire va nous protéger et sauver nos vies »

Angelina Macumi



## Burundi : une campagne digitalisée pour un avenir sans paludisme

Le paludisme tuait chaque année des milliers de Burundais. Les familles les plus pauvres, incapables d'acheter une moustiquaire, passaient leurs nuits exposées aux piqûres de moustiques et au risque de maladie.

Puis un tournant est arrivé. Du 26 novembre au 2 décembre 2025, le gouvernement du Burundi et le PNUD, avec l'appui du Fonds mondial, ont mené une campagne nationale entièrement digitalisée. En une semaine, 7 220 290 moustiquaires imprégnées ont été distribuées à 2 349 948 ménages, assurant une couverture quasi universelle.

« Ils ont pensé aux plus pauvres, les plus menacés par cette maladie. Cette moustiquaire va nous protéger et sauver nos vies », témoigne Angelina Macumi, membre de la communauté Batwa de Mwakiro. À Cankuzo, Jacqueline Mukeshima, agente de distribution, souligne : « En un clic, nous pouvons connaître les quantités distribuées et les bénéficiaires servis. »

La preuve est là : près de 100 % des ménages ont été couverts, avec des données certifiées et géolocalisées en temps réel. Au-delà de la santé publique, cette campagne montre comment l'innovation numérique peut renforcer les systèmes nationaux et protéger les populations vulnérables, contribuant aux objectifs de développement durable.

Cette avancée place le Burundi sur la voie d'une protection durable, où chaque famille peut vivre à l'abri du paludisme.



## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5

Gestion durable de l'environnement et résilience



RESSOURCES ESTIMÉES  
**74 MILLIONS USD**

RESSOURCES MOBILISÉES  
**37.1 MILLIONS USD**

RESSOURCES DÉPENSÉES  
**17.9 MILLIONS USD**

Agences participantes



Photo : ©UNDP/ Francine Munyana



## QUELQUES REALISATIONS CLÉS



### Appui institutionnel/Politiques et stratégies/Coordination

- ✓ Finalisation du « Post-Disaster Needs Assessment (PDNA) » à la suite de El Niño 2024 et mise en place de bases de données nationales sur pertes, dommages et déplacements, renforçant la planification des réponses et la mobilisation des ressources pour la résilience aux crises.
- ✓ Elaboration de la Politique nationale de Réduction des risques de catastrophes Évaluation de la CDN 2.0 et élaboration de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0), présentée à la COP30, consolidant l'intégration des priorités climatiques dans les politiques publiques.
- ✓ Mise en place de plans de gestion des aires protégées, élaboration du Plan National d'Adaptation (PNA) et du Plan national de financement de la biodiversité, intégrant conservation, mitigation et gestion des risques de catastrophes.
- ✓ Lancement du Plan d'Action pour la Déclaration ministérielle de Kampala sur les migrations, environnement et changement climatique, et du Plan national de réintégration des rapatriés et déplacés (2025-2027).

## Appui aux bénéficiaires



Renforcement de la résilience et gestion durable des terres

**150 comités communautaires**

formés avec des plans de préparation sensibles au genre dans les zones à risque

**38010 hectares et 550 km de berge**

ont été réhabilités et protégés pour réduire la vulnérabilité aux catastrophes

**160 coopératives climato-résilientes**

ont été soutenues

**20 communes vulnérables**

ont bénéficié de la mise en place des plans provinciaux de contingence avec la formation et outillage de 800 acteurs locaux.

**30 groupements de conservation,**

, majoritairement dirigés par des femmes ont été soutenus



Amélioration de l'accès aux services essentiels

**586 300 personnes**

ont eu accès à l'énergie

**85 000 habitants**

ont eu accès à une eau potable sécurisée

**6000 certificats fonciers**

délivrés et renforcement des capacités des agents décentralisés avec intégration du genre.

**1 300 ménages déplacés**

et communautés hôtes, ont été soutenu, favorisant la cohésion sociale et le développement durable.

**5 Structures sanitaires**

ont eu accès à de l'énergie solaire et du Biogaz au Lycée Pax de Kimina

**18 020 réfugiés congolais**

du camp des réfugiés de Musenyi à Rutana ont accès à l'énergie



Inclusion, jeunesse et cohésion sociale

**Engagement des jeunes**

dans l'action climatique à travers LCOY Burundi et COY20/COP30

**Initiatives de cohésion sociale**

via activités sportives et dialogues communautaires pour promouvoir le vivre-ensemble

## Histoire d'Impact

“

« Autrefois, nous n'avions aucun endroit où dormir. Aujourd'hui, ce défi est derrière nous »,

Jeanine Ndabazaniye



## Restaurer la dignité et renforcer la résilience à Gateri

À Gateri, dans la commune de Buganda, des pluies diluviennes ont dévasté le quartier de Gatumba, à l'ouest du Burundi. Jeanine Ndabazaniye, 39 ans, mère de 10 enfants, y a perdu tous ses biens et s'est retrouvée, avec ses dix enfants, sans abri. Aujourd'hui, elle parvient peu à peu à reconstruire sa vie après la catastrophe.

« Le chemin n'a pas été facile, mais nous sommes profondément reconnaissants pour les logements sûrs qui nous ont été offerts », confie-t-elle, en évoquant les nouvelles maisons bâties grâce au Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), géré par OCHA.

« Autrefois, nous n'avions aucun endroit où dormir. Aujourd'hui, ce défi est derrière nous », se souvient-elle avec émotion. Comme Jeanine, de nombreuses familles affectées par les inondations retrouvent progressivement stabilité et dignité.

L'appui du CERF ne se limite pas à offrir un toit : il redonne aux communautés la force de se relever, de protéger leurs enfants et d'envisager un avenir plus sûr. En permettant aux familles de décider elles-mêmes de leurs priorités, cette assistance contribue à préserver leur dignité, à limiter le recours à des stratégies préjudiciables et à dynamiser les marchés locaux. Elle constitue ainsi un levier essentiel du relèvement et ouvre la voie vers des perspectives de développement plus durables pour les populations affectées par les effets du changement climatique.



Photo : ©UNRCO/ Jesse Kelly INKURIZE

## 2.3 Appui aux partenariats et financement du Programme 2030

En 2025, le financement des Objectifs de développement durable (ODD) a été fortement contraint par un contexte international marqué par l'endettement croissant des pays en développement, la convergence des crises (climat, conflits, pandémies) et la contraction de l'aide publique au développement.

Dans ce cadre, la Conférence de Séville a ouvert la voie à une refonte de l'architecture financière mondiale. Au niveau national, l'Équipe pays des Nations Unies, sous le leadership du Gouvernement, a organisé un dialogue sur le financement du développement, réunissant l'ensemble des parties prenantes afin d'identifier des solutions innovantes et d'accélérer la mise en œuvre des ODD.

Ce processus a conduit à recommander un renforcement des financements innovants et une meilleure cartographie des opportunités accessibles au Burundi.

L'Équipe pays a ainsi amorcé un virage stratégique en passant d'une logique de mobilisation de ressources à une approche de financement à effet de levier, visant à catalyser des investissements publics et privés autour des priorités nationales.

Cette dynamique s'appuie sur des partenariats renforcés avec les institutions financières internationales, le secteur privé et les mécanismes de coopération Sud-Sud.

Dans ce cadre, l'Inde a maintenu son appui au projet de développement du capital humain, notamment dans les domaines de l'entrepreneuriat, de la santé et de l'éducation.

De son côté, la Chine, par le biais de son Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud, a renouvelé son soutien au programme des cantines scolaires du Programme alimentaire mondial (PAM), contribuant ainsi de manière significative à la sécurité alimentaire et à la rétention scolaire.

Parallèlement, le Gouvernement a poursuivi des réformes visant à accroître les ressources domestiques et à améliorer la gouvernance économique.

Les mécanismes multipartenaires, notamment le Fonds multipartenaires (23,7 millions USD) et le Fonds pour la consolidation de la paix (7,3 millions USD), continuent de soutenir des interventions intégrées à fort impact, en faveur de la cohésion sociale, de la résilience et du développement durable.

## 2.4 Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

En renforçant les synergies entre entités, l'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT) a su optimiser ses avantages comparatifs pour répondre de manière plus stratégique aux priorités nationales et accélérer la mise en œuvre de certaines thématiques ou approches.

Cette dynamique a favorisé une meilleure articulation et complémentarité entre les mandats des agences. Les résultats obtenus en 2025 témoignent d'un renforcement de la coordination inter-agences, d'une meilleure intégration des interventions et d'une optimisation des ressources mobilisées.

**Vers une consolidation de la cohérence stratégique :** le recours accru aux initiatives conjointes ou coordonnées dans les domaines du développement, de la consolidation de la paix et dans la réponse humanitaire a permis de mutualiser les ressources techniques et financières, d'améliorer l'efficacité opérationnelle tout en renforçant l'impact des interventions au niveau communautaire. Cette convergence a permis de réduire les duplications, d'accroître la complémentarité des actions et de renforcer la crédibilité du système auprès des autorités nationales et des partenaires techniques et financiers. La cohérence institutionnelle s'est traduite par un effort d'articulation entre les réponses humanitaires, les initiatives de développement et les actions de consolidation de la paix, favorisant une continuité entre urgence et solutions durables dans les zones d'accueil des personnes déplacées.

**Une expérience réussie d'une approche intégrée : social, économie, et environnement :** Le projet de sanctuaire de paix de Kibira (2022-2025), illustre la réussite d'une approche intégrée des Nations Unies. Mis en œuvre par l'UNCDF en partenariat avec les ministères de l'Environnement et de l'Énergie ainsi que les ONG COH et UNIPROBA, il combine partenariats public-privé, gestion durable, renforcement de la gouvernance et bien-être des communautés locales.

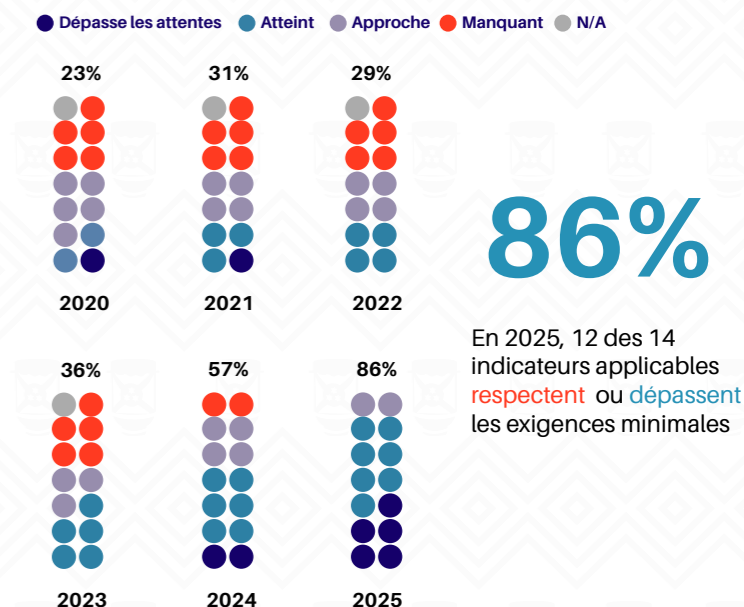


Photo : ©UNFPA/ Merveilleux Mulemera Mugenzi

Cette synergie permet de relever efficacement les défis complexes de conservation du parc national de Kibira tout en soutenant le développement local et la protection de l'environnement. Le projet se poursuit en 2026 grâce à un financement additionnel de la Fondation Cartier, via le mécanisme d'investissement pour la nature (UNCDF, PNUD, UNESCO).

**Unis pour l'inclusion :** sur la période 2020-2025, l'Équipe pays des Nations Unies au Burundi a enregistré des progrès significatifs dans l'intégration de l'inclusion du handicap, avec une hausse des indicateurs conformes ou au-delà des exigences minimales de 23 % à 86 %. Cette avancée reflète un effort inter-agences renforcé, fondé sur l'harmonisation des approches, des outils communs et un appui coordonné aux partenaires nationaux. La dynamique, particulièrement accélérée depuis 2023, témoigne d'une appropriation collective des standards d'inclusion. En 2025, 12 indicateurs sur 14 atteignent ou dépassent les exigences, confirmant l'ancrage de l'inclusion du handicap comme levier transversal d'impact.

Figure N°4 : Tableau de bord des progrès en matière d'inclusion des personnes vivant avec handicap



**Une offre collective pour soutenir le développement local** : elle repose sur une présence physique renforcée au plus près des territoires, sur une présence physique sur le terrain et une approche intégrée, mobilisant de façon cohérente les expertises de l'ensemble du Système pour soutenir le développement local. Grâce à une approche territoriale, les interventions sont adaptées aux spécificités des provinces et communes, renforçant les capacités locales, les services de base et la participation des communautés et stimulant les économies locales.

**Une communication conjointe à travers des médias de proximité** lors de la célébration des 80 ans de l'ONU a contribué à une meilleure compréhension sur le rôle des Nations Unies et ses actions auprès des communautés. **Des campagnes conjointes** dans le cadre des différentes journées des Nations Unies ont permis de promouvoir le plaidoyer conjoint sur des thématiques clés telles que l'égalité de genre, l'inclusion du handicap et les systèmes alimentaires durables, la protection de l'enfant, etc. sous le leadership du Gouvernement.

**Une quête accrue de l'efficacité opérationnelle** : La mise en œuvre de la Stratégie des opérations (BOS) a permis d'accroître le recours aux services communs et de générer des économies substantielles, notamment à travers la mutualisation des achats, la rationalisation des services administratifs et le partage des infrastructures. Aussi, l'année 2025 a été marquée par les efforts soutenus des agences pour renforcer les dispositifs de locaux communs à Bujumbura et sur le terrain, dans le but de renforcer les synergies et les complémentarités tout en réduisant les coûts opérationnels. Les résultats de la revue de 2025 indiquent une économie cumulative de coûts de 8 561 133 USD sur la période 2020-2025, dont **952 324 USD** pour l'année 2025 toutes lignes de services confondues. Sur ce montant, **857 040 USD ont été générés grâce aux services d'administration commune**. L'effort conjoint de l'UNCT a dépassé le coût global estimé pour 2025, qui s'élevait à 578 748 USD.

Figure N°5: Situation des économies cumulatives pour le BOS de 2020 à 2025

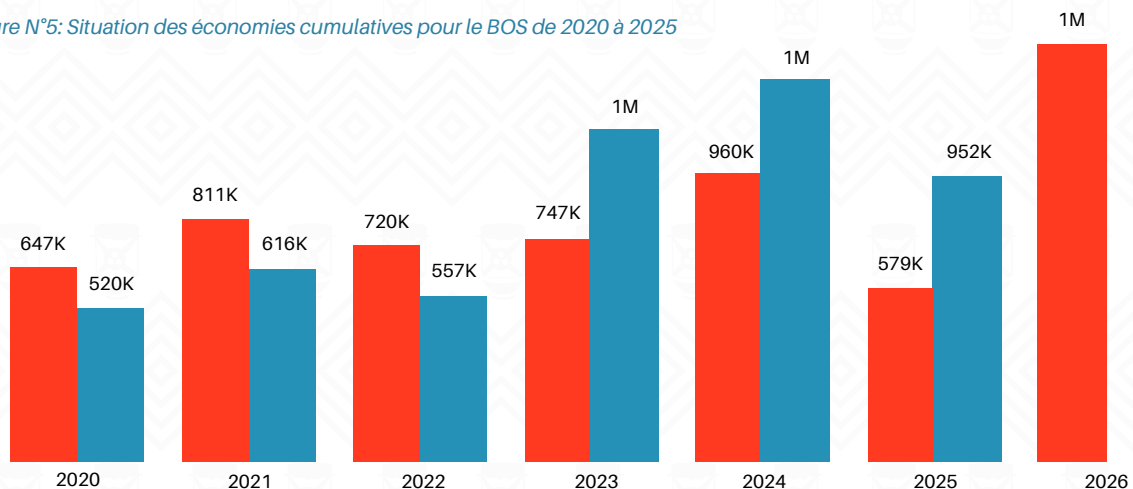


Figure N°6 : Cost avoidance par service line

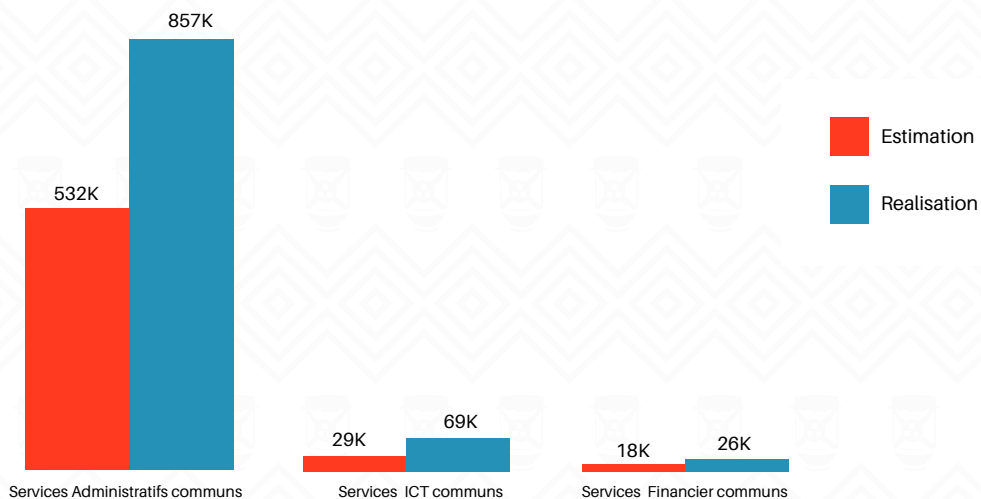




Photo : ©OHCHR/ Papy Nduwimana

## Une avancée majeure vers l'éducation inclusive : un cadre opérationnel en construction au Burundi soutenu par les Nations Unies

Dans le cadre du Programme conjoint des droits humains 2024-2027, financée par la Suisse et les Pays-Bas, une retraite de travail s'est tenue en 2025 pour traduire la loi du 10 janvier 2018 sur les droits des personnes en situation de handicap en instruments juridiques opérationnels.

Placée sous le leadership du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique, avec l'appui du Système des Nations Unies et des organisations de personnes handicapées, cette rencontre illustre l'avancée vers l'adoption des textes d'application dans les secteurs clés, notamment la santé, l'emploi et surtout l'éducation.

A l'issue de ces travaux, un projet d'Ordonnance Ministérielle portant institutionnalisation de l'éducation inclusive et définissant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des écoles pilotes et satellites.

Ce texte consacre des principes essentiels d'équité, d'égalité des chances, de respect de la diversité et de non-discrimination, tout en proposant des mesures concrètes : adaptation des infrastructures scolaires, formation renforcée des enseignants, recrutement de personnels spécialisés et mise en place de Plans Educatifs Individualisés pour chaque enfant ayant un besoin spécifique.

Ce résultat s'inscrit pleinement dans les ambitions du Programme conjoint qui vise à garantir que les lois, politiques et pratiques nationales préviennent, traitent, et réduisent les violations des droits des personnes en situation de handicap, notamment dans le système éducatif. Il s'agit d'une avancée majeure pour le Burundi : un pas déterminant vers une société véritablement inclusive, où chaque enfant, sans distinction, peut exercer pleinement son droit à l'éducation, à l'intégration et à la dignité.

## 2.5. Aperçu Financier

En 2025, malgré les contraintes de financements au niveau mondial et régional, l'Équipe de pays des Nations Unies au Burundi a poursuivi la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération pour le développement durable en mobilisant **318,6 Millions USD sur un budget total requis de 463,3 Millions USD.**

Ce niveau de mobilisation, bien que substantiel, laisse apparaître un déficit de financement important, limitant la pleine réalisation des résultats escomptés dans plusieurs domaines stratégiques. Cette situation de sous-financement a entraîné la réduction ou le report des activités.



Budget Requis

**463,3 M**  
de dollars



Budget Mobilisé

**318,6 M**  
de dollars environ (69%)



Budget Dépensé

**165,3 M**  
de dollars environ (51,9%)

Le développement humain et les moyens de subsistance ont bénéficié d'une attention renforcée.



Effet 4 :

Services sociaux de base

**172,1 M**  
de dollars mobilisés  
soit 54%



Effet 1 :

Systèmes Alimentaires

**74,5 M**  
de dollars mobilisés  
soit 16%



Effet 5 : Ressources naturelles et résilience

**537,1 M**  
de dollars mobilisés  
soit 30%

Le niveau de mobilisation de ressources pour les Effets 2 et 3, nécessite encore des efforts sur la période restante du Plan cadre pour l'atteinte des résultats escomptés.

Une analyse sous l'angle de l'alignement avec les ODDs montre que les ressources mobilisées ont été majoritairement orientées vers les ODD prioritaires pour le Burundi :



### Défis d'exécution

- Délais de mobilisation des fonds
- Pénurie de carburant
- Contraintes de devises
- Retards d'approvisionnement

L'Équipe de pays a poursuivi ses efforts pour renforcer le nexus humanitaire-développement-paix, afin d'assurer une transition progressive vers des solutions durables. Les ressources ont été réparties entre interventions de développement, visant le renforcement des systèmes nationaux et la durabilité ainsi qu'aux interventions humanitaires, ciblant les populations affectées par les chocs climatiques, alimentaires, socioéconomiques et autres crises humaines



# CADRE BUDGETAIRE DE L'ANNEE 2025

Figure N° 7 : Cadre budgétaire pour l'année 2025 (en millions de dollars)

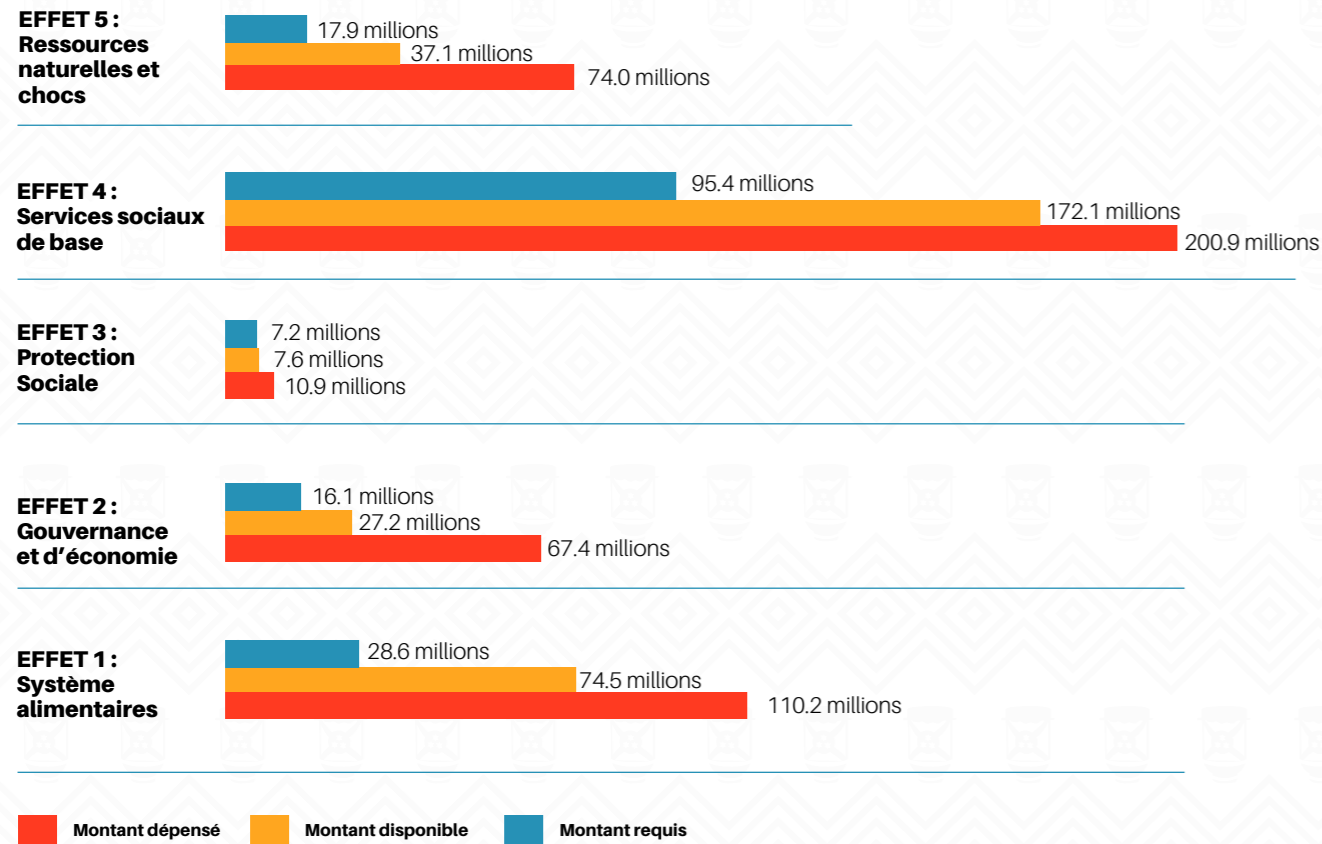


Tableau N°2 : cadre budgétaire de l'année 2025 (UN INFO au 25 mars 2026)

Effets	Montant Requis	Montant Disponible	Montant Dépensé	Taux de Mobilisation
	En millions de dollars			
Effet 1 : Système alimentaires	110,2	74,5	28,6	68%
Effet 2 : Gouvernance et de l'économie	67,4	27,2	16,1	40%
Effet 3 : Protection Sociale	10,9	7,6	7,2	70%
Effet 4 : Services sociaux de base	200,9	172,1	95,4	86%
Effet 5 : Ressources naturelles et chocs	74,0	37,1	17,9	50%
<b>Total</b>	<b>463,3</b>	<b>318,6</b>	<b>165,3</b>	<b>69%</b>

Figure N° 8 : Orientation du budget mobilisé en lien avec les différents ODD

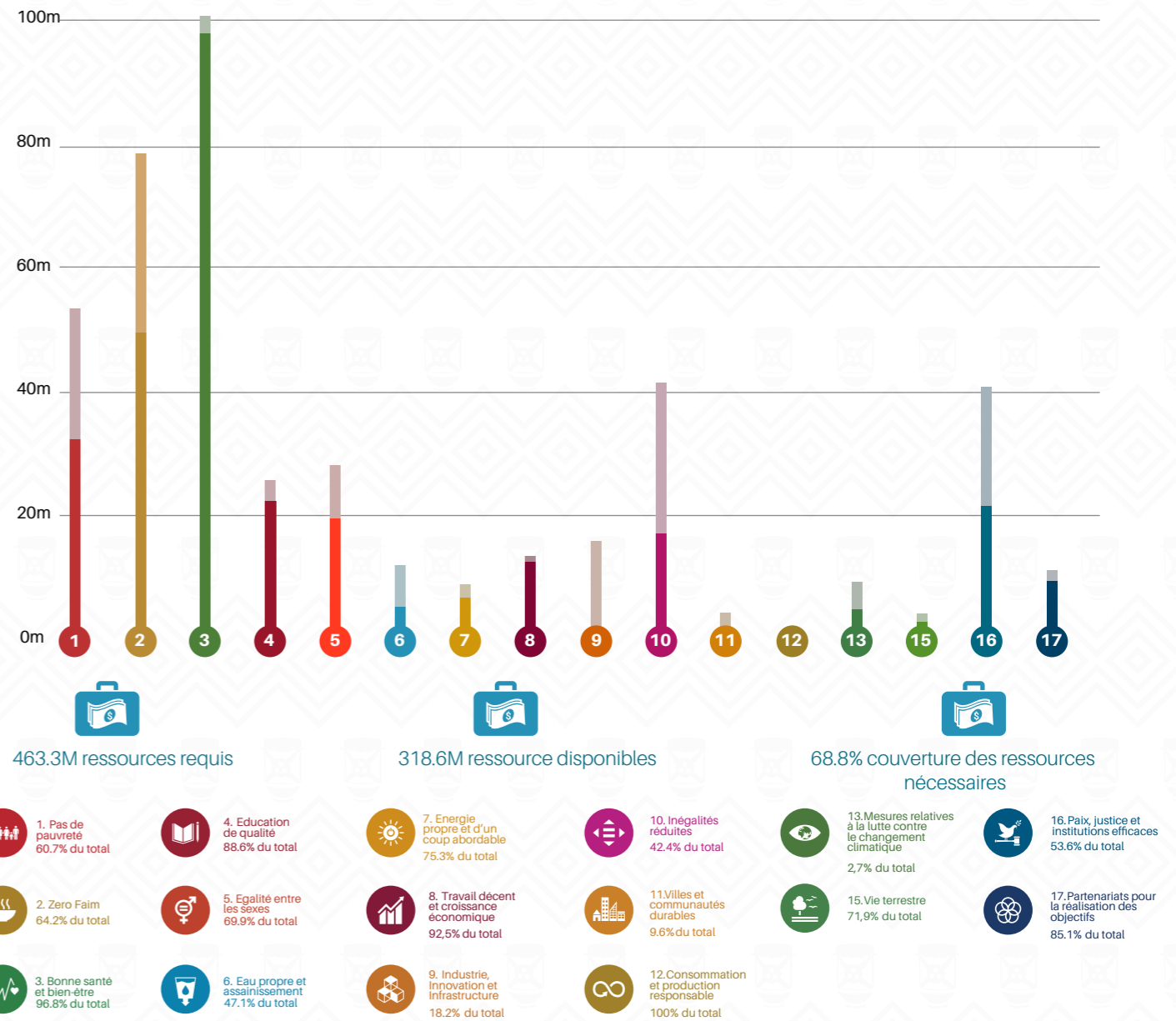


Figure N° 9 : Situation des ressources mobilisées pour les différents ODD

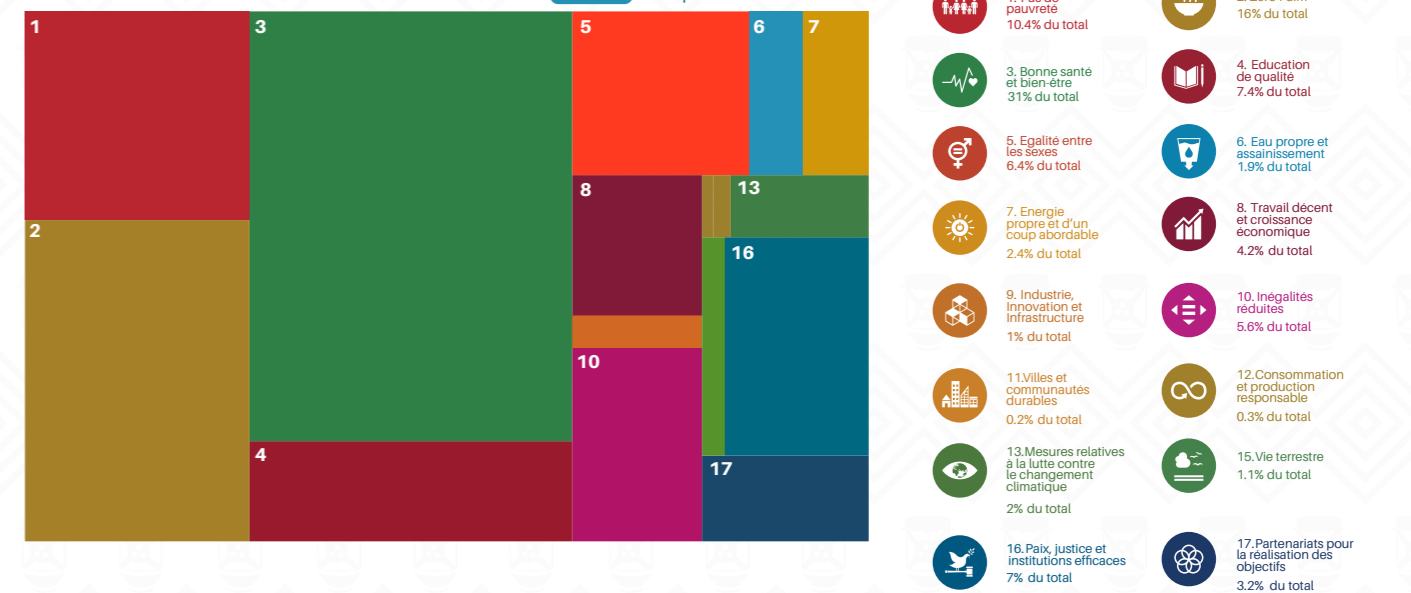




Photo : ©UNDP/ Francine Munyana

## 2.6. Mobilisation des ressources

En 2025, la mobilisation des ressources de l'Équipe de pays des Nations Unies au Burundi s'est inscrite dans un contexte mondial marqué par une forte pression sur l'aide publique au développement, avec une concurrence accrue entre pays pour attirer les financements, une prédominance des appuis à court terme et une exigence croissante des bailleurs pour démontrer des résultats tangibles et mesurables.

Les ressources ont été mobilisées auprès de plusieurs partenaires, mais la dépendance par rapport à quelques acteurs majeurs expose les programmes à une volatilité importante.

La coupure des financements américains en a été une preuve, avec un arrêt immédiat de certains programmes des agences et les conséquences sur l'atteinte des résultats planifiés.

La prédominance des fonds affectés limite la flexibilité et entrave la réponse aux priorités émergentes, tandis que l'insuffisance des ressources de base fragilise la planification stratégique et accentue la fragmentation des interventions.

Pour répondre à ces défis, l'Équipe de pays prévoit d'adopter une stratégie proactive pour mobiliser des financements pluriannuels et non affectés tout en renforçant la confiance des bailleurs.

Elle va davantage promouvoir la programmation conjointe pour éviter la concurrence auprès des bailleurs, des partenariats et mécanismes de financements innovants, appuyer le gouvernement à mobiliser des ressources domestiques, et renforcer la coopération sud-sud.

Des opportunités pour diversifier les partenariats vont être exploitées pour les deux prochaines années, notamment : mettre en avant des projets liés à l'emploi des femmes et des jeunes et à l'éducation, à la digitalisation (e-gouvernance) qui attirent fortement les bailleurs ; mobiliser des financements verts (Fonds Vert pour le Climat, « Global Environment Facility », Fonds d'Adaptation, Fonds de Réponse aux Pertes et Préjudices).

La communication va également être renforcée pour accroître la visibilité des résultats obtenus, valoriser l'impact des interventions auprès des partenaires et susciter un engagement accru en



# CHAPITRE 3 :

## PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2026

En 2026, l'Équipe Pays concentrera son action sur **des priorités stratégiques** visant à renforcer l'impact de ses interventions et à soutenir le développement durable au Burundi. Notre appui à la **Présidence burundaise de l'Union Africaine** visera à renforcer le leadership régional du Burundi et à soutenir la mise en œuvre des priorités africaines en matière de paix, de sécurité et de développement durable, incluant la promotion du thème 2026 : assurer l'accès durable à l'eau et à l'assainissement pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063.

La **mise en œuvre effective de la décentralisation** restera un levier central, favorisant une gouvernance locale inclusive et des services publics mieux adaptés aux besoins des populations et la localisation des Objectifs de Développement Durable dont le **Rapport Volontaire National** sera soutenu afin de suivre les progrès nationaux et renforcer la visibilité des réalisations du pays à l'échelle internationale.

L'appui des Nations Unies sera renforcé pour transformer les vulnérabilités structurelles en leviers de croissance inclusive, en accélérant des **solutions intégrées ou des programmes à fort impact**.

Dans le même temps, l'**accélération des réformes économiques** sera appuyée, afin de stimuler une croissance inclusive et créer des opportunités, en particulier pour **les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et groupes autochtones et aussi mobiliser les ressources domestiques**, et les financements innovants.

La transition vers **des solutions durables aux besoins humanitaires** sera poursuivie, en mettant l'accent sur la résilience et la continuité des services pour les communautés vulnérables. L'**analyse prospective** sera renforcée, permettant d'anticiper les risques émergents et de mieux orienter les décisions programmatiques.

La **digitalisation** sera au cœur de nos opérations et programmes, avec le déploiement d'**outils numériques pour améliorer le suivi des projets**, la collecte et l'analyse de données, et le pilotage stratégique des interventions. Le renforcement du **Common Back Office** contribuera à une gestion plus efficace et intégrée des ressources.

L'année 2026 sera également marquée par l'**évaluation du cadre actuel de coopération UNSDCF**, afin d'identifier les progrès réalisés, les leçons tirées et les domaines nécessitant un renforcement. Sur cette base, une feuille de route sera développée pour la formulation du **nouveau cadre de coopération**, aligné sur les priorités nationales et les objectifs de développement durable. Dans cette perspective, les Nations Unies apporteront un appui coordonné à la **formulation prévue du nouveau Plan National de Développement**.

Les **approches comportementales** seront renforcées pour améliorer l'efficacité des interventions auprès des communautés, en adaptant les programmes aux réalités locales et aux dynamiques sociales. Les investissements seront renforcés dans le **capital humain**, avec un accent particulier **sur la santé et l'éducation des enfants ainsi que les jeunes, les femmes, et les groupes à besoins spécifiques** comme moteur de transformation tout en mobilisant **des financements innovants à travers des partenariats élargis**.

L'Équipe pays opérationnalisera l'approche UN 2.0 en mobilisant pleinement les capacités internes en données, numérique, innovation, prospective et partenariats pour renforcer l'impact, l'agilité et la redevabilité de ses interventions.

Aussi, le **dialogue stratégique** avec les partenaires au développement sera renforcé afin d'aligner les investissements sur les priorités nationales et de mobiliser des financements catalytiques à grande échelle.



## Liste des acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenus	OIT	Organisation Internationale du Travail
APD	Aide Publique au Développement	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
BCR	Bureau de la Coordinatrice Résidente	ONG	Organisation Non gouvernementale
BIDF	Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes	ONU HABITAT	Programme des Nations unies pour les établissements humains
BM	Banque Mondiale	ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/SIDA
BOS	Business Operations Strategy	OP	Organisations paysannes
BRB	Banque de la République du Burundi	OSC	Organisation de la Société Civile
CADBE	Charte africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant	PAD	Partenaires au Développement
CDN	Contribution Déterminée au niveau National	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CEA	Commission Économique pour l'Afrique	PCSAN	Plateforme Communale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
CENI	Commission Électorale Nationale Indépendante	PDNA	Post-Disaster Needs Assessment
CEP	Champs-Écoles de Producteurs	PIB	Produit Intérieur Brut
CERD	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	PNA	Plan National d'Adaptation
CIDE	Convention Internationale des Droits de l'Enfant	PND	Plan National de Développement
CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme	PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et Australe	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
CSU	Couverture Sanitaire Universelle	PPSAN	Plateforme Provinciale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
EDSB	Enquête Démographique et de Santé au Burundi	PTC	Plan de Travail Conjoint
EZCE	Entrepreneuriat avec Zéro Capital Extérieur	RGPHAE	Recensement Général de la Population, Habitat, Agriculture et Élevage
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	SEP/PMSAN	Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
FEC	Facilité Élargie de Crédit	SNU	Système des Nations Unies
FIDA	Fonds International de Développement Agricole	SNEF	Stratégie Nationale d'Éducation Financière
FMI	Fonds Monétaire International	SNIF	Stratégie Nationale d'Inclusion Financière
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	STIM	Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
GSADR	Groupes Sectoriel Agriculture et Développement Rural	UIT	Union Internationale des Télécommunications
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	UNCDF	Fonds d'Équipement des Nations Unies
HCR	Haut-Commissariat aux Réfugiés	UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
IDH	Indice de Développement Humain	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
INSBU	Institut National de la Statistique du Burundi	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d'Études Économiques du Burundi	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
MAEIRCD	Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement	UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
MENRS	Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique	UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework
OCHA	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires	VBG	Violences Basées sur le Genre
ODD	Objectifs de Développement Durable	VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
OHRLLS	Bureau du Haut Représentant des Nations unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement	VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations	ZCE	Zéro Capital Extérieur
		ZLECAF	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine



UNITED NATIONS  
BURUNDI



DECADE  
OF >>>  
ACTION



[burundi.un.org](http://burundi.un.org)



United Nations in Burundi



@UN\_Burundi



@nationsuniesburundi

